

---

## Règlement de la consultation

**Refonte du site internet de l'Institut national d'études démographiques (INED)**

### **Consultation n° 2024.01**

Procédure adaptée ouverte en application des articles L. 2123-1, R.2123-4, R.2123-5 et suivants du code de la commande publique

---

Le présent règlement de consultation décrit les conditions particulières applicables à la procédure de passation du marché que doivent respecter les candidats pour la présentation de leur offre et de leur candidature

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'il convient de se conformer scrupuleusement aux prescriptions de ce règlement, sous peine de voir leur candidature ou leur offre rejetée.

<b>DATE ET HEURE LIMITES DE DEPOT DES OFFRES</b>
--

<b>23/02/2024 à 12h</b>
-------------------------

## SOMMAIRE

<b>1. OBJET DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>3</b>
<b>2. TYPE DE PROCEDURE .....</b>	<b>3</b>
<b>3. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>3</b>
<b>4. CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>3</b>
4.1.    FORME DU MARCHE .....	3
4.2.    DELAI DE VALIDITE DES OFFRES .....	3
4.3.    CONDITIONS FINANCIERES .....	3
4.4.    CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE) .....	3
4.5.    MODIFICATION DU DCE .....	4
4.6.    RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES D'ORDRE ADMINISTRATIF OU TECHNIQUE .....	4
4.7.    MODALITES DE RETRAIT DU DCE .....	4
<b>5. PRESENTATION ET ENVOI DES OFFRES.....</b>	<b>4</b>
5.1.    INFORMATIONS RELATIVES.....	4
5.2.    CONTENU DU DOSSIER DE REPONSE DES ENTREPRISES .....	5
<b>6. MODALITES DE REMISE DU DOSSIER DE REPONSE DES ENTREPRISES .....</b>	<b>6</b>
6.1.    TRANSMISSION PAR VOIE ELECTRONIQUE .....	6
6.2.    DATE ET HEURE LIMITEES DE REMISE DES DOSSIERS DE REPONSE.....	7
<b>7. CHOIX DE L'OFFRE ECONOMIQUEMENT LA PLUS AVANTAGEUSE .....</b>	<b>7</b>
7.1.    RECEVABILITE DE LA CANDIDATURE .....	7
7.2.    EXAMEN DES CANDIDATURES .....	7
7.3.    EXAMEN DES OFFRES .....	8
7.4.    PRECISIONS DEMANDEES AUX CANDIDATS SUR LA TENUEUR DES OFFRES .....	8
7.5.    CRITERES DE SELECTION DE L'OFFRE ECONOMIQUEMENT LA PLUS AVANTAGEUSE .....	9
7.6.    PHASE DE NEGOCIATION .....	9
<b>ANNEXE 1 PRESENTATION DES ELEMENTS DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE .....</b>	<b>11</b>

## **1. OBJET DE LA CONSULTATION**

La présente consultation concerne la refonte technique et graphique, la récupération des contenus, ainsi qu'un accompagnement autour de la réorganisation structurelle du site ined.fr dans sa version française et anglaise et de son écosystème de sites satellites.

## **2. TYPE DE PROCEDURE**

La présente consultation est passée dans le respect des dispositions des articles L. 2123-1, R.2123-4, R.2123-5 et suivants du Code de la commande publique selon une procédure adaptée ouverte avec négociation librement définie par le pouvoir adjudicateur.

Celle-ci a fait l'objet d'une publication au Bulletin officiel des annonces de marchés publics (BOAMP), via le profil acheteur de l'Ined : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

## **3. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les prestations à réaliser par le titulaire sont exécutées dans un ou plusieurs sites énoncés ci-dessous :

- Pour les réunions, les recettes et livraisons : A l'Ined
- Pour les développements : Dans les locaux du titulaire

## **4. CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **4.1. Forme du marché**

Il s'agit d'un marché à prix forfaitaire. Il comprend une tranche ferme portant sur les prestations objet du marché et une tranche conditionnelle portant sur la maintenance des prestations, à la suite de la période de garantie comprise dans la tranche ferme.

### **4.2. Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

Les candidats soumettent une offre financière dans le cadre de leur offre (tranche ferme et la tranche conditionnelle), sous forme de trame, qui est l'objet d'une Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF). La trame doit être conforme au plan du CCTP conformément aux dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-5 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la Commande Publique.

Le cas échéant, le service peut demander au candidat de prolonger ces délais de validité par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception.

Dans le cas où il n'est pas donné suite à la consultation, le candidat ne peut prétendre à aucune indemnisation.

### **4.3. Conditions financières**

Les modalités de financement et de règlement sont détaillées au CCAP.

### **4.4. Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE)**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est composé des pièces suivantes :

- Le présent Règlement de la Consultation (RC)
- L'Acte d'Engagement (AE) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le DPGF.

#### **4.5. Modification du DCE**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

#### **4.6. Renseignements complémentaires d'ordre administratif ou technique**

Pour obtenir tous renseignements d'ordre administratif ou technique qui leur seraient nécessaires dans l'élaboration de leur réponse, les candidats devront faire parvenir leur demande par écrit, au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres, via la plateforme de dématérialisation ayant permis le téléchargement du DCE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Il ne sera répondu à aucune question orale.

#### **4.7. Modalités de retrait du DCE**

Le DCE est disponible sur la plateforme des achats de l'Etat.

### **5. PRESENTATION ET ENVOI DES OFFRES**

Tous les documents constituant ou accompagnant ou cités à l'appui de l'offre doivent être en français.

#### **5.1. Informations relatives**

##### **5.1.1 Aux capacités professionnelles, techniques et financières (candidature)**

Pour justifier de leurs capacités professionnelles, techniques et financières, les candidats peuvent présenter leur candidature :

- En groupement avec d'autres entreprises qui pourra prendre la forme de groupements conjoints ou de groupements solidaires.  
Cependant, un même candidat ne peut pas :
  - o Etre mandataire de plusieurs groupements ;
  - o Se présenter seul et dans le cadre d'un groupement.
- En demandant la prise en compte des capacités d'autres opérateurs économiques (autre que cotraitant), quel que soit le lien avec ces opérateurs économiques (y compris ses sous-traitants).

Dans tous les cas, les candidats devront :

- Justifier des capacités du ou des cotraitants (groupement) ou bien celles du ou des autres opérateurs économiques en fournissant dans le dossier de candidature, pour chacun, les déclarations demandées ci-dessous ;
- Justifier, pour les capacités d'autres opérateurs économiques, qu'ils en disposeront pour l'exécution du marché en produisant un engagement écrit de la part de ces entreprises.

Dans tous les cas, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des candidats est globale.

##### **5.1.2 A la possibilité de formulation de variante**

Conformément à l'article R. 2151-8 du code de la commande publique, les variantes sont interdites dans le cadre de la présente consultation.

### 5.1.3 en cas de présentation d'une sous-traitance en vue de l'exécution du marché

(offre)


Les candidats souhaitant faire exécuter certaines prestations du marché par un ou plusieurs sous-traitants, doivent les déclarer (*acte spécial de sous-traitance - formulaire DC4 téléchargeable gratuitement sur le site du Minefe*) et obtenir leur agrément par l'Ined conformément aux dispositions de l'article 133 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Les candidats devront fournir pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières du ou des sous-traitants déclarés, les mêmes renseignements qui leur sont demandés à l'article relatif au contenu du dossier de candidature des entreprises ci-dessous.





La sous-traitance totale est interdite.

### 5.2. Contenu du dossier de réponse des entreprises

**Le dispositif MPS (Marché public simplifié) prévu pour cette consultation sur la plateforme de dématérialisation permet aux candidats de répondre au marché avec leur seul numéro SIRET<sup>1</sup>.**

**Si vous décidez de recourir à ce dispositif, les informations demandées ci-dessous marquées par le logo  ne sont pas à fournir puisqu'elles le seront déjà dans le cadre dudit dispositif.**

Le dossier de candidature doit être composé des pièces suivantes :

-  Le formulaire DC1 (*cf. : site du Minefi*) dûment complété
- Si besoin, une délégation de pouvoir justifiant de la qualité pour engager la société
-  Le formulaire DC2 (*cf. : site du Minefi*) dûment complété dans toutes ses rubriques et accompagné de la déclaration des capacités professionnelles, techniques et financières suivantes :
  1.  Déclaration du chiffre d'affaires global et du chiffre d'affaires spécifiques aux services objet du marché, pour chacune des 3 dernières années disponibles (*à renseigner dans le DC2*)
  2. Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents (obligatoire uniquement pour l'attributaire du marché).
  3. Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.
  4. Une présentation des prestations équivalentes réalisées au cours des trois dernières années – références comprenant le nom, le statut du client, les coordonnées du référent, la date de début et la date de fin des prestations, l'objet et le montant annuel des prestations réalisées.
  5.  Au stade d'attribution du marché, pour l'attributaire uniquement : attestations de régularité fiscale et sociale

Le dossier d'offre doit être composé des pièces suivantes :

- L'acte d'engagement dûment complété
- La décomposition du prix global et forfaitaire (tranche ferme et tranche conditionnelle), reprenant un détail des prestations fermes rémunérées à prix forfaitaire devant faire apparaître tous les éléments ayant servi au calcul des prix proposés et les coûts détaillés, avec notamment pour chaque prestation type, le détail suivant : répartition du

---

1 La MPS est un service du programme « dites-le nous une fois », destiné à faciliter, en l'espèce, l'accès aux marchés publics. Lors du dépôt de votre candidature au moyen de votre numéro SIRET, vous serez invité à renseigner un formulaire dématérialisé, pré-rempli avec vos informations administratives, juridiques, sociales et fiscales si ces dernières sont à jour, que vous devrez compléter avec des déclarations sur l'honneur et des éléments relatifs aux capacités financières et aux effectifs. Ce formulaire est annexé au dossier de candidature sur PLACE, dont les documents constitutifs seront téléchargés par vos soins.

montant de chacune des prestations pour chaque co-traitant ou sous-traitant à paiement direct, coût global de production

- Le mémoire technique du candidat : ce document est contractuel et servira de base à l'analyse des offres. Il présentera les éléments suivants :
- La compréhension des besoins et des enjeux par l'entreprise ;
- Les aptitudes, le profil des membres de l'équipe proposés pour le suivi du projet (les profils doivent être précisés nommément dès l'offre), la complémentarité et la cohérence de l'équipe sur ce projet ;
- la méthodologie du projet : clarté de la proposition, qualité de l'approche proposée.

**Le dispositif MPS (Marché public simplifié) prévu pour cette consultation sur la plateforme de dématérialisation permet aux candidats de ne pas signer leur offre au stade du dépôt des offres.**

**Leur attention est cependant attirée sur le fait qu'en cas d'attribution, l'attributaire du marché devra disposer d'une signature électronique conforme aux prescriptions de l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique, reprise ci-après.**

## **6. MODALITES DE REMISE DU DOSSIER DE REPONSE DES ENTREPRISES**

### **6.1. Transmission par voie électronique**

Les candidats transmettent **obligatoirement** leur offre par voie électronique sur la plateforme de dématérialisation ayant permis le téléchargement du DCE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les candidats disposent d'une aide technique à l'utilisation de la plateforme.

#### Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. La date et l'heure pris en compte pour la remise des plis sont celles données sur la plateforme de dématérialisation à réception des documents transmis par les soumissionnaires.

Cette heure est consultable à l'adresse URL évoquée ci-dessus (heure de Paris). Le procédé utilisé répond aux normes internationales pour l'horodatage (RFC 3029).

#### Format

Les candidats devront impérativement adresser leur candidature et leur offre dans les formats ci-après précisés, sous peine de rejet de leur candidature et de leur offre.

Les formats autorisés sont les suivants : DOC(X), XLS(X), PPT(X), PDF.

Le candidat est invité à :

- Ne pas utiliser d'extension .exe ou similaire ;
- Ne pas envoyer de fichier contenant des macros ;
- Vérifier que le pli comprend bien les documents demandés au format évoqué plus haut et pas seulement l'empreinte de signature électronique ;
- Vérifier qu'au minimum le DC1 et l'acte d'engagement sont signés électroniquement et individuellement.

Signature électronique (attention : marché sous dispositif MPS – cf. art. 8 ci-dessus).

Le certificat de signature électronique utilisé devra être établi au nom de la personne habilitée à engager l'entreprise et seuls les documents suivants devront être signés :

- L'acte d'engagement
- Le cas échéant, l'acte d'habilitation du mandataire en cas de cotraitance
- Le cas échéant, la déclaration de sous-traitance (DC4).

La seule signature électronique de l'enveloppe et/ou du dossier contenant les pièces demandées n'est pas recevable. La signature d'un fichier compressé, ou d'un fichier comportant plusieurs documents, ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Les délégations de signature le cas échéant, doivent également être transmises.

**ATTENTION** : l'obtention d'un certificat de signature électronique peut prendre plusieurs jours. Les soumissionnaires peuvent vérifier plusieurs jours à l'avance la conformité de leur certificat à l'aide de l'outil dédié de la plateforme de dématérialisation.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des soumissionnaires.

#### Anti-virus et copie de sauvegarde

Les candidats s'assureront avant l'envoi de leur candidature et de leur offre que les fichiers transmis ne comportent pas de virus, en ayant traité si besoin tous les fichiers avec un antivirus.

Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et le soumissionnaire en sera averti grâce aux renseignements saisis lors de son identification.

Il est donc conseillé aux candidats de faire parvenir à l'Ined une copie de sauvegarde du dossier de réponse. Cette copie de sauvegarde sera remise sous pli scellé portant de façon apparente les mentions suivantes :

CONSULTATION n° 2024.01

Refonte du site internet de l'Institut national d'études démographiques (Ined)

#### **NOM DU CANDIDAT**

« COPIE DE SAUVEGARDE - NE PAS OUVRIR »

La remise de la copie de sauvegarde devra s'effectuer dans les mêmes conditions énoncées ci-dessous.

#### **6.2. Date et heure limites de remise des dossiers de réponse**

Le dossier de réponse (dématérialisé, copie de sauvegarde) doit parvenir à l'Ined au plus tard à **l'heure et la date limites indiquées en page de garde du présent document, délai de rigueur, qui s'il n'est pas respecté entraîne le rejet du dossier de réponse.**

### **7. CHOIX DE L'OFFRE ECONOMIQUEMENT LA PLUS AVANTAGEUSE**

#### **7.1. Recevabilité de la candidature**

Une candidature est dite recevable lorsque, cumulativement, le candidat :

- Établit ne pas se trouver dans une situation d'interdiction de soumissionner
- Atteste de la régularité de sa situation sociale et fiscale
- A remis un dossier de candidature complet comportant l'ensemble des pièces exigées dans l'avis d'appel public à la concurrence.

Les candidatures ne répondant pas à une de ces conditions seront déclarées irrecevables, sauf application éventuelle des dispositions de l'article 55 du décret n°2016-360 relatif aux marchés publics.

#### **7.2. Examen des candidatures**

L'examen des candidatures se fait au regard des documents produits par le candidat lui permettant de justifier ses capacités professionnelles, techniques et financières à exécuter les prestations prévues au marché.

À l'issue de cet examen, l'Ined éliminera :

- Les candidatures qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes pour exécuter le marché ;

- Les candidatures portant atteinte aux règles relatives à la liberté de prix et à la concurrence.

### **7.3. Examen des offres**

Conformément aux dispositions des articles R2152-1 du code de la commande publique, seront éliminées les offres irrégulières <sup>(2)</sup>, inacceptables <sup>(3)</sup> ou inappropriées <sup>(4)</sup>.

Les autres offres seront classées par ordre décroissant en application des critères de sélection de l'offre économiquement la plus avantageuse présentés ci-après.

### **7.4. Précisions demandées aux candidats sur la teneur des offres**

Des précisions pourront être demandées au candidat :

- Soit lorsque l'offre n'est pas suffisamment claire et doit être précisée ou sa teneur complétée ;
- Soit lorsque l'offre paraît anormalement basse.

---

2() Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

3() Une offre est inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

4() Une offre inappropriée est une offre qui apporte une réponse sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulées dans les documents de la consultation.



### 7.5. Critères de sélection de l'offre économiquement la plus avantageuse

CRITERE	PONDERATION
<b>Prix global</b> analysé sur la base du montant de la décomposition globale des prix forfaitaires produite par le candidat et le montant total de la tranche ferme	<b>25%</b>
<b>Valeur technique</b> appréciée sur la base du mémoire remis par le candidat à l'appui de son offre	<b>75%</b>
<b>Sous-critères</b>	
n°1 – La compréhension des besoins et des enjeux par l'entreprise	25%
n°2 - Les aptitudes, le profil des membres de l'équipe proposés pour le suivi du projet (les profils doivent être précisés nommément dès l'offre), la complémentarité et la cohérence de l'équipe sur ce projet	25%
n°3 – la méthodologie du projet : clarté de la proposition, qualité de l'approche proposée	25%

Les offres sont classées de la manière suivante :

Pour chaque critère et sous-critère énoncés ci-dessus est calculée une note sur 100.

La note globale de l'offre correspond à la somme de ces notes pondérées du coefficient de pondération respectif à chaque critère et sous-critère, défini ci-dessus.

Les offres sont classées par ordre de note décroissante et il est envisagé d'attribuer le marché à l'offre qui apparaît en tête du classement.

D'une manière générale, tous les calculs sont arrondis à la deuxième décimale.

### 7.6. Phase de négociation

#### Cas n°1 : Négociation


Dans le cas où l'Ined a recours à la négociation, seules les offres inappropriées au sens de l'article L. 2152-4 relatif au Code de la Commande Publique sont écartées de la négociation. Dès lors, la négociation est engagée avec les 3 soumissionnaires ayant déposé les offres appropriées les mieux classés à l'issue de l'analyse des offres initiales effectuée sur la base des critères de sélection définis ci-dessus, sous réserve que les offres ne soient pas anormalement basses.

Les soumissionnaires seront informés par courrier électronique des conditions d'organisation, de la date, de l'horaire de la (ou des) séance(s) de négociation. La négociation sera menée en présentielle ou en visioconférence. À l'issue des négociations, seules les offres qui seront régulières, acceptables financièrement et appropriées seront classées et notés au regard des critères ci-après. Toutefois, l'Ined pourra autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles de ces offres.

### **Cas n°2 : Absence de négociation**

L'attention des soumissionnaires est appelée sur le fait que l'Ined pourra attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation. Dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur décide de ne pas engager de négociations, seront admises à l'analyse, les offres régulières, appropriées et acceptables financièrement. Les offres seront classées et notés au regard des critères ci-après. Toutefois, l'Ined pourra autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles de ces offres.

## ANNEXE 1 PRESENTATION DES ELEMENTS DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE

CANDIDATURE	OFFRE
<ul style="list-style-type: none"><li>- Le formulaire DC1 complété ;</li><li>-  Le formulaire DC2 complété (détail au point 5.2)</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>-l'acte d'engagement</li><li>-la décomposition globale des prix forfaitaires le montant total de la tranche ferme</li><li>-le mémoire technique présentant les éléments suivants :<ol style="list-style-type: none"><li>1. La compréhension des besoins et des enjeux par l'entreprise ;</li><li>2. Les aptitudes, le profil des membres de l'équipe proposés pour le suivi du projet (les profils doivent être précisés nommément dès l'offre), la complémentarité et la cohérence de l'équipe sur ce projet</li><li>3. La méthodologie du projet : clarté de la proposition, qualité de l'approche proposée</li></ol></li></ul>